



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

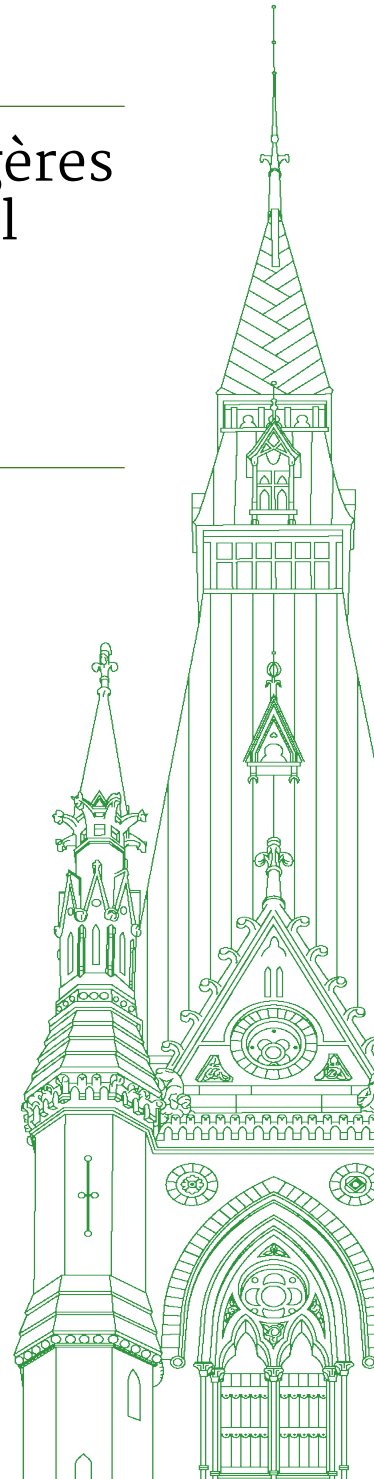
Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 081

Le lundi 6 novembre 2023

Président : M. Ali Ehsassi



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le lundi 6 novembre 2023

• (1105)

[Traduction]

Le président (M. Ali Ehsassi (Willowdale, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

Bienvenue à la 81^e réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international.

Conformément au Règlement, la réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride et les membres participent donc en personne dans la salle ou virtuellement en utilisant l'application Zoom.

J'aimerais formuler quelques observations à l'intention des membres du Comité et des témoins.

Avant de prendre la parole, veuillez attendre que je vous nomme.

Vous pouvez vous exprimer dans la langue officielle de votre choix. Des services d'interprétation sont offerts.

Bien que la salle soit équipée d'un système audio puissant, des retours de son peuvent se produire, ce qui peut être extrêmement dommageable pour les interprètes et causer des blessures graves. Le port de l'oreillette trop près d'un microphone est la cause la plus courante de retour de son.

Pour ce qui est de la liste des intervenants, la greffière du Comité et moi ferons de notre mieux pour respecter l'ordre d'intervention de tous les membres du Comité, qu'ils participent virtuellement ou en personne.

Notre gentille greffière m'informe que les tests de connexion requis ont été effectués avant la réunion, conformément à la motion de régie interne du Comité concernant les tests de connexion pour les témoins.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et aux motions adoptées par le Comité le lundi 31 janvier 2022 et le mardi 30 mai 2023, le Comité poursuit son étude sur la situation à la frontière entre la Russie et l'Ukraine et les répercussions sur la paix et la sécurité.

Nous sommes très heureux d'accueillir aujourd'hui, pour la première heure, notre nouvelle ambassadrice en Ukraine, Son Excellence Nataalka Cmoc.

Nous sommes vraiment désolés des problèmes d'écouteurs que vous avez eus la dernière fois. Nous avons très hâte de vous entendre aujourd'hui, madame l'ambassadrice.

Madame l'ambassadrice, vouliez-vous 5 ou 10 minutes pour votre déclaration liminaire?

Son Excellence madame Nataalka Cmoc (ambassadrice du Canada en Ukraine, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Je peux la faire en cinq minutes.

Le président: Excellent.

Nous allons commencer par votre déclaration, puis nous passerons aux questions des membres du Comité.

Si vous constatez que je lève ce téléphone dans les airs, cela signifie qu'on vous demande de conclure le plus rapidement possible. Cela s'applique tant à votre déclaration qu'à vos réponses aux questions des membres du Comité.

Cela dit, soyez la bienvenue. La parole est à vous, madame l'ambassadrice.

[Français]

Mme Nataalka Cmoc: Chers membres du Comité, je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de faire le point sur la situation en Ukraine à partir de Kiev. Je suis arrivée à la mi-août et j'ai pu observer directement la détermination du peuple ukrainien à s'opposer à la guerre d'agression brutale de la Russie.

J'ai déjà été affectée ici, à une époque où le pays était encore divisé. Ce n'est pas ce que je vois aujourd'hui. Au contraire, le pays est plus uni que jamais. De toute évidence, les Ukrainiens sont entrés dans une période postcoloniale où ils souhaitent une séparation claire de la Russie. Ils souhaitent aussi la réconciliation et la reconnaissance des fautes commises par les Soviétiques dans le passé, comme l'Holodomor et la russification forcée. Ils veulent être modernes et européens, préserver leur société démocratique et la liberté des médias, et œuvrer pour une société plus équitable.

[Traduction]

Ne vous y trompez pas: la Russie se sent menacée par cela. Il s'agit d'une guerre contre l'identité ukrainienne.

La Russie cible délibérément les civils. Il y a un mois à peine, la Russie a tué 59 civils en une seule frappe contre le petit village de Hroza, dont la population totale n'est que de 330 habitants.

La Russie vole des gens. On estime à 1,6 million le nombre de personnes déplacées de force en Russie, dont près de 20 000 enfants.

Cette guerre a une incidence mondiale, car la Russie utilise la nourriture et l'hiver comme armes. L'Ukraine se prépare à connaître un hiver encore plus difficile, puisque la Russie cible encore une fois des infrastructures énergétiques essentielles alors que les dommages de l'année dernière n'ont pas été entièrement réparés. Depuis février 2020, la Russie a volé six millions de tonnes de blé ukrainien, d'une valeur de 1 milliard de dollars américains, et les a vendues elle-même. Elle a détruit 280 000 tonnes de grain et 27 ports, et bloque activement les navires ukrainiens.

La contre-offensive ukrainienne se poursuit sans relâche, au prix de lourdes pertes en vies humaines. En dépit des récents gains dans l'Est et le Sud, on se rend compte de plus en plus que la guerre s'étendra plus longtemps qu'on l'espérait. Les Ukrainiens sont profondément convaincus qu'ils peuvent gagner, sous le leadership du président Zelenski, mais ils ont besoin de soutien militaire. En particulier, ils ont besoin d'une défense aérienne et de munitions.

En fin de compte, c'est une épreuve de détermination. La priorité absolue de l'Ukraine est de gagner cette guerre, à la fois la guerre sur le champ de bataille et la guerre contre la désinformation. Voilà pourquoi l'Ukraine est extrêmement reconnaissante que le Canada soit parmi les premiers pays à entreprendre des négociations sur des engagements à long terme en matière de sécurité, y compris un financement pluriannuel.

• (1110)

[Français]

Selon les estimations, il faudra au moins 420 milliards de dollars pour réparer les dégâts causés par la guerre et on nous demande de trouver des moyens créatifs pour utiliser les avoirs russes saisis et gelés. C'est l'occasion pour le Canada de créer des entreprises communes avec des partenaires ukrainiens et d'autres pour reconstruire le pays, ce qui profitera à l'Ukraine, au Canada et à d'autres pays dans les domaines de l'alimentation, des technologies de l'information et de l'énergie.

[Traduction]

Pour terminer, je vais aborder une question qui interpelle tous les Canadiens.

Les politiques délibérées de la Russie visant à effacer l'identité des Tatars de Crimée en tant que peuple autochtone de l'Ukraine sont particulièrement déplorables. La Russie nie leur statut de nation autochtone autonome et en fait une simple minorité. Depuis 2014, environ 200 des 300 prisonniers politiques en Crimée sont des Tatars de Crimée.

La conscription russe vise particulièrement les populations minoritaires en Russie et dans les territoires occupés, y compris la Crimée. Alors que le Canada vise la vérité et la réconciliation au pays, il est important qu'il se porte à la défense des peuples autochtones partout dans le monde.

Plus cette guerre s'éternisera, plus le prix à payer pour le monde entier sera élevé. L'Ukraine est déterminée à vaincre la Russie, sans compromis. Les Ukrainiens visent la restauration complète de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Ils veulent le retour des prisonniers politiques et de guerre, et le retour des enfants qui ont été enlevés, et ils demandent que le monde les aide à tenir la Russie responsable des crimes qu'elle a commis.

Soyez assurés que l'équipe de l'ambassade du Canada est maintenant entièrement opérationnelle, qu'elle est prête à relever le défi et qu'elle continuera de se tenir aux côtés des Ukrainiens.

Merci.

Le président: Merci beaucoup, madame l'ambassadrice.

Nous passons aux membres du Comité.

Le premier intervenant sur la liste est M. Chong.

Vous avez six minutes.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci, madame l'ambassadrice, de comparaître devant nous aujourd'hui. Je vous souhaite tout le succès possible dans vos nouvelles fonctions.

Dans votre déclaration, vous avez mentionné que l'Ukraine a besoin d'une aide militaire supplémentaire, en particulier des capacités de défense aérienne et des munitions.

Dans son témoignage devant le comité de la défense, il y a environ un mois, le général Wayne Eyre a indiqué que le gouvernement fédéral n'a pas encore conclu d'accord pour augmenter la production de munitions d'artillerie, en particulier les munitions les plus utilisées, soit les munitions de 155 millimètres pour les obusiers M777 du Canada.

Pouvez-vous nous dire s'il existe un plan imminent pour augmenter la production de ces munitions au Canada afin d'aider l'Ukraine dans ses efforts de guerre?

Mme Natalka Cmoc: Je ne suis pas au courant des détails de l'engagement du Canada relativement à la production de munitions pour l'Ukraine.

L'hon. Michael Chong: Merci.

Le ministre de la Défense nationale a réaffirmé que « le Canada continuera d'appuyer l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra ».

À partir de quel moment le Canada considérera-t-il avoir atteint les objectifs l'ayant aidé à définir l'appui qu'il voulait offrir à l'Ukraine?

Mme Natalka Cmoc: D'après ce que je comprends, comme le premier ministre l'a clairement indiqué lors de la visite du président Zelenski au Canada, le Canada appuiera l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra. D'après ce que j'ai compris, nous appuierons l'Ukraine jusqu'à ce qu'elle retrouve sa pleine souveraineté territoriale, c'est-à-dire les frontières de 1991. C'est ce que je crois comprendre.

L'hon. Michael Chong: Je vous remercie de cette précision.

Autrement dit, l'appui du gouvernement du Canada à l'Ukraine a pour objectif que l'Ukraine retrouve ses frontières d'avant 2014 — ses frontières de 1991, comme vous venez de le mentionner.

Les efforts en ce sens semblent s'enliser. La contre-offensive de l'Ukraine, qui a commencé en juin dernier, n'a fait pratiquement aucun gain et a eu un effet mitigé jusqu'à maintenant. Quelles mesures le gouvernement du Canada prend-il pour favoriser l'atteinte de cet objectif, étant donné que les choses n'évoluent pas dans la bonne direction actuellement?

• (1115)

Mme Natalka Cmoc: Selon les informations que je reçois de notre attaché de défense et d'autres sources, y compris le nouveau ministre de la Défense, il semble y avoir des gains. On a notamment repoussé certaines avancées récentes de la Russie dans des villes comme Avdiivka. Je ne trouve pas le nom exact, mais c'est autour de Bakhmut et au sud de Robotyne. La Russie n'a pas réussi à capturer les villes d'Avdiivka et de Vuhledar.

L'Ukraine fait des gains au sud et à l'est, mais lentement. La difficulté, en partie, c'est que la Russie crée de nouveaux champs de mines sur le terrain à mesure que les Ukrainiens progressent. C'est ce que nous comprenons.

L'hon. Michael Chong: Des discussions sont-elles en cours au gouvernement en vue d'apporter un soutien militaire accru à l'Ukraine, étant donné qu'il s'agit de la principale demande formulée par le président Zelenski lors de son récent voyage à l'étranger?

Mme Nataalka Cmoc: Je peux trouver cette information rapidement, mais encore une fois, nous avons pris des engagements supplémentaires relativement au soutien militaire lors de la visite du président au Canada.

Un de ces engagements est que nous faisons évoluer l'entraînement critique pour l'opération Unifier. Nous fournissons du soutien — qui s'ajoute au soutien d'autres donateurs — au programme des F-16, qui débutera en janvier 2024, d'après ce que je comprends. En outre, nous répondons aux besoins en matière de cybersécurité. De plus, je crois savoir qu'il y a eu des engagements concernant des véhicules blindés. Je ne trouve pas la source exacte, mais je pense qu'il s'agit d'un engagement de 650 millions de dollars canadiens de véhicules blindés, dont la production commencera à London, en Ontario.

Voilà quelques éléments qui ressortent. Je pourrais obtenir plus de renseignements, si vous le souhaitez...

L'hon. Michael Chong: Merci, ambassadrice.

J'ai deux autres petites questions.

Dans votre déclaration, vous avez mentionné qu'environ 20 000 enfants ukrainiens ont été emmenés d'Ukraine vers la Russie. Ma première question est la suivante: le gouvernement considère-t-il que l'enlèvement de ces 20 000 enfants constitue un crime de guerre au regard du droit international humanitaire?

Mme Nataalka Cmoc: Je ne suis pas une spécialiste de la question, mais d'après ce que l'on m'a dit — et je siège aux groupes de travail sur le plan de paix qui traitent de cette question —, je crois comprendre qu'on s'affaire à documenter cette situation. Je pense que c'est déjà considéré comme un crime de guerre par...

L'hon. Michael Chong: Il me reste peu de temps. J'aimerais juste vous poser une deuxième question, rapidement. Elle concerne les victimes civiles.

Vous avez mentionné les pertes civiles. Selon des sources fiables, on compte environ 27 500 victimes civiles en Ukraine. Le gouvernement considère-t-il que tous ces cas sont des crimes de guerre?

Mme Nataalka Cmoc: Pour répondre à votre première question, je crois savoir que la détention d'enfants a été considérée comme un crime de guerre, et un mandat d'arrêt a été lancé contre M. Poutine.

Je pense qu'on s'emploie activement à monter un dossier concernant les civils en ce moment, y compris par l'intermédiaire de la Cour pénale internationale, que le Canada appuie.

Le président: Merci.

Nous passons maintenant à Mme Fry. Madame Fry, vous avez six minutes.

L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.): Merci, monsieur le président.

Bonjour, madame l'ambassadrice. Bienvenue. Je vous remercie de votre présence.

Je suis navrée du petit problème de microphone que vous avez eu la dernière fois. Nous aurions aimé vous entendre.

Nous sommes nombreux à être déterminés. Comme nous le savons bien, le premier ministre a dit, « aussi longtemps qu'il le faudra, peu importe ce que cela prendra ». Cependant, le Canada n'est pas le pays le plus armé du monde. Nous n'avons pas la plus grande armée. Nous n'avons pas la capacité d'envoyer autant d'armes que les États-Unis, par exemple.

Néanmoins, nous avons envoyé des armes et fourni de l'aide économique, de la formation et de l'aide humanitaire. Le Canada a répondu présent pour tout ce qui est en son pouvoir.

Toutefois, pour des gens comme moi qui ont vécu la situation, il semble y avoir une crainte que l'Ukraine — étant donné ce qui se passe à Gaza en ce moment et dans d'autres zones de conflit dans le monde — finisse par devenir un autre Vietnam, ce qui est une pensée absolument horrifiante.

Nous avons tous vu les progrès enregistrés par l'Ukraine l'automne dernier, les pertes considérables qu'elle a infligées aux forces russes et la reprise de certains lieux, mais on peut dire, actuellement, que le territoire ukrainien repris n'est que de 500 milles carrés, environ.

J'entends ce que vous dites au sujet de ce que souhaite l'Ukraine, et je pense que c'est vraiment important. Selon vous, quel est le problème principal?

Nous avons notamment misé sur les sanctions. On me dit qu'en fait, le Kazakhstan est devenu une plaque tournante pour les armes, la nourriture, le commerce et toutes sortes de choses en provenance d'Iran, de l'Inde, de Chine et d'ailleurs, contournant ainsi les sanctions européennes. Cela aura-t-il une incidence sur la capacité de l'Ukraine d'aller de l'avant? Est-ce un véritable problème? Cela nous préoccupe-t-il?

Deuxièmement, j'aimerais avoir votre avis sur ce qui se passera si, en tant que Parlement, nous tardions à approuver l'accord commercial que nous tentons de conclure avec l'Ukraine, car cela fait partie de la force économique que l'Ukraine tente de se bâtir. Quelles seraient les conséquences si cela ne se concrétisait pas? Comme nous le savons, l'accord est bloqué par les conservateurs.

Pouvez-vous répondre à ces deux questions, s'il vous plaît?

● (1120)

Mme Nataalka Cmoc: Les préoccupations liées aux sanctions et à la façon de les contourner sont en effet des éléments souvent évoqués dans diverses réunions. Nous savons aussi qu'elles ont une incidence et rendent les choses un peu plus difficiles ou définitivement plus difficiles pour la Russie. J'ai également entendu parler de la situation au Kazakhstan.

Je pense que l'Ukraine parvient aussi à contrer une bonne partie de ces activités grâce à sa propre production, pour répondre aux besoins, mais je pense que les efforts soutenus, avec les sanctions, ont certainement un effet et sont la chose à faire.

Je vous prie de m'excuser; je ne suis pas certaine d'avoir compris la deuxième question. Si vous parlez de la capacité du Canada de contribuer au commerce, je soulignerais que je participerai à deux conférences importantes au cours des deux prochaines semaines, dont une conférence sur le thème de la reconstruction de l'infrastructure énergétique, qui aura lieu à Varsovie, et une autre conférence à Toronto. C'est, de façon générale, le début de la mise en œuvre de certains engagements de l'ALECU et un moyen d'attirer les investisseurs et gens d'affaires canadiens pour qu'ils travaillent avec les Ukrainiens. Je crois comprendre que des entreprises ukrainiennes et canadiennes y participeront pour déterminer les débouchés possibles.

L'hon. Hedy Fry: Un accord commercial avec l'Ukraine est en suspens. Il doit être approuvé par le Parlement, et il est actuellement bloqué.

De mon point de vue, agir ainsi me semble très négatif, étant donné les besoins de l'Ukraine, l'arrivée de l'hiver, le manque de nourriture et le manque de carburant. Compte tenu de tous ces facteurs, il serait primordial que l'Ukraine obtienne cette indépendance économique grâce à un accord commercial.

C'est ce que je me demandais. Savez-vous quelle incidence cela pourrait avoir?

En ce qui concerne les enfants, je sais que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ont convenu que l'enlèvement de ces enfants constitue un crime de guerre.

Si le problème c'est Poutine et qu'il ne peut pas sortir de son pays parce qu'un mandat d'arrêt a été lancé contre lui pour crimes de guerre, cela aura-t-il des effets négatifs sur la Russie, ou cela a-t-il une quelconque importance?

Mme Natalka Cmoc: On a vu que M. Poutine n'a pas participé à certaines réunions et a plutôt dépêché un délégué pour le remplacer. Nous pensons que c'est en raison du mandat d'arrêt qui a été lancé contre lui. Cela s'est produit en Afrique du Sud, par exemple.

Je pense que les Ukrainiens estiment que cela change la donne quant à sa participation.

L'hon. Hedy Fry: Merci.

Monsieur le président, j'ai une autre question. Avez-vous bon espoir, madame l'ambassadrice, que nous pourrions résister et tout reprendre, y compris la Crimée? Que faut-il faire pour y arriver?

• (1125)

Mme Natalka Cmoc: Je dirais que les citoyens sont incroyablement positifs, unis et très reconnaissants de ce soutien mondial, et qu'ils espèrent continuer à exercer de la pression.

Comme nous l'avons vu lors des diverses réunions du sommet, la dernière ayant eu lieu à Malte pour discuter de la formule de paix, l'intérêt va croissant. Soixante-six pays ont participé à la dernière réunion à Malte et ont offert de participer aux discussions sur le plan de paix en 10 points.

Oui, je pense que, en général, il y a de l'espoir que le dénouement sera positif. La question est de savoir combien de temps il faudra et ce qu'il faudra faire pour y arriver.

Le président: Merci.

Nous passons maintenant à M. Bergeron.

Vous avez six minutes.

[Français]

M. Stéphane Bergeron (Montarville, BQ): Merci, monsieur le président.

Votre Excellence, je suis très heureux de vous voir des nôtres aujourd'hui. J'en profite pour vous souhaiter la meilleure des chances dans le cadre de votre nouveau mandat. Quoique je sois, comme mes collègues, tout à fait désolé de la situation qui s'est produite lors de votre première comparution, je dois avouer que je suis probablement le seul qui a été avantagé, si je puis dire, par ce petit problème technique. Comme vous le savez, à ce moment-là, je me trouvais à Berlin, où je côtoyais quelqu'un que vous connaissez bien. Je suis donc très heureux d'avoir l'occasion d'échanger avec vous aujourd'hui.

Vous avez dit dans votre allocution d'ouverture que les Ukrainiens se sont rendu compte

[Traduction]

« que la guerre sera plus longue que ce que nous espérons. »

[Français]

Étonnamment, lors de la visite du président Zelensky à Ottawa, le gouvernement a annoncé une aide supplémentaire de 650 millions de dollars qui s'échelonne sur une période de trois ans, permettant de fournir à l'Ukraine 50 véhicules blindés, y compris des véhicules d'évacuation médicale.

Pourquoi cette aide s'échelonne-t-elle sur trois ans? Est-ce parce que le gouvernement du Canada estime que le conflit pourrait durer jusqu'à trois ans?

[Traduction]

Mme Natalka Cmoc: On estime qu'il faudra un peu plus de temps pour gagner. Encore une fois, c'est ce que j'entends de la part des Ukrainiens. Ils croient que M. Poutine attend de voir l'incidence qu'auront les élections américaines. M. Poutine mène une guerre prolongée et doit simplement maintenir une pression constante. C'est du côté ukrainien qu'il faut pouvoir faire des avancées avec les contre-mesures, tant dans l'Est que dans la mer Noire. Nous constatons également des percées dans la mer Noire.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: On sait que l'Ukraine a besoin de ces véhicules blindés, bien sûr, mais elle a surtout besoin de munitions. Or, à la fin du mois de septembre, le général Eyre a reconnu que le rythme de production actuel du Canada, soit 3 000 obus de 155 millimètres par mois, était le même que ce qu'il était avant février 2022.

Pourquoi ne pas avoir accéléré le rythme pour répondre aux besoins de l'armée ukrainienne?

[Traduction]

Mme Natalka Cmoc: Je ne pourrais expliquer comment le système fonctionne au Canada, mais d'après ce que j'ai entendu de la part de mes collègues et de l'attaché de défense — que j'ai entendu dire que le problème n'est pas seulement au Canada, mais dans tout le monde occidental —, il semble un peu difficile de maintenir le rythme de production. Les pays doivent trouver ensemble et indépendamment comment ils peuvent augmenter une partie de la production. Il semble que ce soit un problème à l'échelle mondiale.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Dans une entrevue publiée le 30 octobre dernier dans le magazine *Time*, le président ukrainien s'est dit inquiet de l'incidence du conflit en Israël et en Palestine sur la situation géopolitique mondiale. Il craignait que le conflit ukrainien soit un peu oublié par la communauté internationale, compte tenu de l'attention qui est accordée présentement au conflit au Proche-Orient. Quel est votre point de vue sur la question?

D'autre part, ne croyez-vous pas que ce nouveau conflit, comme celui qui a toujours cours entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, favorise un peu les intérêts de la Russie, qui vise à détourner l'attention de la communauté internationale de ce qui se passe en Ukraine?

[Traduction]

Mme Natalka Cmoc: C'est effectivement un revirement qui préoccupe beaucoup les Ukrainiens, mais nous entendons également — et je l'entends aussi — que des partenaires internationaux clés indiquent que la situation en Israël n'estompera pas leur soutien indéfectible à l'Ukraine. Cela comprend le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, qui a assuré au président Zelensky que les États-Unis continueront de fournir à l'Ukraine le soutien nécessaire sans interruption. De plus, le conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, Jake Sullivan, a déclaré que les États-Unis peuvent fournir de l'aide à l'Ukraine et à Israël. De même, la Commission européenne a déclaré que la situation en Israël ne réduira pas le soutien à l'Ukraine.

C'est le même genre de déclarations que nous entendons de la part du Canada. Nous semblons être sur la même longueur d'onde.

• (1130)

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Excellence, votre prédécesseure avait expliqué dans les médias en avril dernier que l'ambassade était ouverte, mais effectuait ses fonctions de manière limitée. Vous-même avez déclaré espérer avoir votre équipe complète de 22 diplomates dès octobre. Où en est-on?

[Traduction]

Mme Natalka Cmoc: Monsieur le président, presque toute l'équipe a été remplacée l'été dernier, alors nous avons maintenant une équipe de 22 employés basés au Canada et de 50 employés recrutés sur place, et nous reprenons une grande partie de notre travail. Nous attendons toujours certains de nos équipements qui doivent être remplacés, mais je crois que nous fonctionnons à 90 % de notre capacité totale. Je pense que, d'ici un mois environ, nous serons en mesure de revenir à la prestation de services d'avant la guerre.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Excellence, depuis le début du conflit, la situation sécuritaire du territoire ukrainien est volatile, mais elle n'a pas empêché des représentants élus étrangers de se rendre à Kiev pour apporter leur soutien à notre allié. Parmi les membres du G7, seuls le Japon et le Canada n'ont toujours pas envoyé de délégation parlementaire en Ukraine. Le premier ministre, les ministres et les officiers généraux des Forces armées canadiennes s'y rendent, mais les députés ne sont toujours pas autorisés à y aller. S'ils y vont individuellement, comme l'a fait notre collègue Mme McPherson, ils assument eux-mêmes les coûts.

Est-ce parce que l'ambassade n'est pas en mesure de soutenir la visite d'une délégation parlementaire canadienne?

[Traduction]

Le président: Pouvez-vous répondre en 20 secondes, s'il vous plaît?

Mme Natalka Cmoc: Nous serons en mesure d'accueillir des délégations ici, et cela pourrait se faire dès l'hiver.

Le président: Merci.

Nous passons maintenant à Mme McPherson.

Vous avez six minutes.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je vous remercie d'être parmi nous aujourd'hui, Votre Excellence. Je suis heureuse de vous voir. Je vous félicite pour votre nouveau poste.

Pour faire suite à ce que mon collègue, M. Bergeron, a dit, je pense qu'il serait très important que le Comité se rende en Ukraine, qu'il puisse se rendre à Kiev. Je sais que ce que j'y ai vu en mars a fondamentalement renforcé ma détermination à soutenir l'Ukraine, qui était déjà une détermination extraordinairement forte.

Nous avons abordé le fait que l'Ukraine a besoin d'un soutien militaire. Nous savons aussi que le soutien militaire que peut fournir le Canada est limité. Comme Mme Fry l'a dit, notre pays n'a pas des forces armées bien équipées, mais nous sommes connus pour nos efforts de déminage, et nous savons qu'à l'heure actuelle, l'Ukraine est l'un des pays les plus minés au monde. Nous savons que c'est un énorme obstacle pour faire des avancées, en particulier dans les régions méridionales de l'Ukraine.

Pouvez-vous nous parler un peu du soutien que le Canada a fourni et de ce que le Canada pourrait faire de plus en matière de déminage? Nous détenons cette expertise, et le Canada pourrait accroître son soutien à cet égard.

Mme Natalka Cmoc: Oui, le Canada est un chef de file en matière de déminage militaire et humanitaire, et nous apportons beaucoup de contributions ici. Je me ferai un plaisir de vous faire parvenir les détails. Je ne les ai tout simplement pas sous la main.

Il y a deux jours, j'ai visité l'un des sites d'entraînement près de Lviv — je ne peux pas vous donner les détails exacts — où se fait du déminage humanitaire. J'ai vu en action 160 Ukrainiens qui ont été formés pour le déminage humanitaire jusqu'à maintenant. Il y a déjà eu, je crois, 8 classes de 30 personnes chacune. Ce n'est qu'un exemple. L'armée canadienne fournit également beaucoup de soutien en matière de déminage opérationnel, ainsi que beaucoup d'équipement. Je vais devoir trouver cette information et vous la faire parvenir directement, séparément, car je ne semble pas pouvoir la trouver en ce moment.

• (1135)

Mme Heather McPherson: Merci. Ce serait utile.

Lorsque j'étais à Kiev en mars, j'ai rencontré un groupe d'adolescents qui sortaient avec de l'équipement très rudimentaire pour déminer les champs afin que les gens puissent retourner dans des collectivités comme Irpin et Boutcha. À mon avis, ce genre d'initiative cadre parfaitement avec les intérêts du Canada. Je pense qu'il est important de pouvoir offrir ce soutien.

Un autre soutien clé que nous aimerions voir est le soutien aux enquêtes de la Cour pénale internationale et de la Cour internationale de Justice. Le comité des droits internationaux de la personne, dont je suis également membre, se penche sur le vol et la prise de 20 000 enfants ukrainiens. C'est évidemment horrible.

Le Canada appuie cette enquête, mais il y a évidemment beaucoup de chemin à faire pour veiller à ce que des outils soient disponibles pour cerner les cas et monter le dossier. Le Canada participe-t-il à ces efforts?

Mme Natalka Cmoc: La Cour pénale internationale vient d'ouvrir un bureau régional. Nous sommes présents et, en fait, lorsque je suis allée entendre le procureur Khan parler, il a nommé et remercié le Canada.

Nous avons récemment augmenté à 10 le nombre de membres du personnel canadien déployés ici, et nous avons également versé 2 millions de dollars au fonds de fiducie de la Cour pénale internationale pour accroître sa capacité d'enquêter sur les activités criminelles, y compris les crimes sexuels et fondés sur le sexe ainsi que les crimes contre les enfants.

Mme Heather McPherson: Je tiens à souligner que l'Ukraine et la Russie ne sont pas signataires du Statut de Rome, comme d'autres régions actuellement en guerre. Le Canada devrait donc appliquer la primauté du droit de façon égale dans toutes les régions.

Un autre revirement préoccupant qui s'est produit récemment en Russie concerne le retrait de M. Poutine du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Dans quelle mesure cette décision vous préoccupe-t-elle? Quelle est la position du Canada à cet égard?

Mme Natalka Cmoc: C'est une préoccupation. D'après ce que je comprends, des preuves démontrent que les Russes ont également commencé à effectuer des tests. Je serais en mesure de fournir l'information que j'ai ici, et je conviens que c'est inquiétant.

Mme Heather McPherson: Comme vous dites qu'ils ont commencé à faire des tests — je sais que je vous demande une opinion —, pouvez-vous me dire si vous pensez que c'est une tentative d'intimidation qui ne vise qu'à avoir un effet dissuasif, à être une menace? Dans quelle mesure pensez-vous que cette menace est crédible à ce stade-ci?

Mme Natalka Cmoc: Je crois savoir que le Parlement russe a terminé le processus législatif d'abrogation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires par un vote unanime de la Chambre haute du Parlement. Un décret présidentiel devrait bientôt conclure l'étape inhabituelle d'annulation de la ratification.

Bien que la Russie insiste pour dire qu'elle ne se retire pas du traité, nous voyons des signalements d'exercices d'entraînement nucléaire russes, et le Canada surveille la situation.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup.

Le président: Merci.

Nous passons maintenant à la deuxième série de questions.

Le premier intervenant est M. Chong. Vous avez cinq minutes pour votre intervention.

L'hon. Michael Chong: Merci, monsieur le président.

Étant donné qu'une membre du Comité a fait un commentaire partisan sur l'appui des conservateurs à l'Ukraine, j'aimerais clarifier, aux fins du compte rendu, le soutien des conservateurs à l'Ukraine.

Monsieur le président, c'est un gouvernement conservateur qui dirigeait, le 2 décembre 1991, la première nation occidentale à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine. C'est un gouvernement conservateur, sous le premier ministre Stephen Harper, qui a négocié l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Ukraine qui est actuellement en vigueur.

C'est le même gouvernement conservateur qui a lancé l'opération Unifier, contre laquelle, je tiens à le souligner, l'opposition a voté à l'époque pour des raisons de financement. L'opération Unifier était essentielle pour que l'armée ukrainienne soit prête pour l'invasion russe. En fait, nombreux sont ceux qui ont été surpris par la résistance de l'Ukraine lorsque la Russie a commencé son invasion en février de l'année dernière. De plus, de nombreuses personnes ont attribué la vigueur des forces armées ukrainiennes à l'opération Unifier, qui a été lancée sous un gouvernement conservateur.

Je rappelle aux membres du Comité que c'est le même gouvernement conservateur qui a remplacé le « G8 » par le « G7 ». C'est sous la direction du premier ministre Harper que la Russie a été expulsée du G8 en raison de son comportement et de son attitude belliqueuse à l'égard de l'Ukraine, et c'est pourquoi le G8 est devenu le G7. Je rappelle aux membres du Comité que c'est le même premier ministre qui, au sommet du G20 en Australie, a dit directement au président Poutine, devant les caméras, et je cite: « Vous devez quitter l'Ukraine. » De plus, en tant qu'opposition officielle du pays, nous avons continué d'appuyer fermement l'Ukraine.

Au cours de la présente législature, nous avons fait de nombreux appels au gouvernement en 2021 et au début de 2022 pour qu'il fournisse de l'équipement militaire létal à l'Ukraine, un appel à l'action que le gouvernement a rejeté. En fait, le 27 janvier 2022, moins d'un mois avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, alors qu'il était évident aux yeux de tous que la Russie allait envahir l'Ukraine et alors que nos plus proches alliés militaires fournissaient une aide militaire létale, le premier ministre Trudeau a refusé et a dit, et je cite: « La solution à ces tensions devrait être diplomatique. »

Je signale aux membres du Comité que, plusieurs semaines plus tard, il a fait volte-face et, dans une décision discrète prise par le Cabinet 10 jours avant le début de l'invasion du 24 février, il a annoncé le 14 février que le gouvernement était prêt à fournir une aide létale. J'ajouterais, monsieur le président, que c'était trop peu, trop tard, pour éviter l'invasion.

Dans toutes ces initiatives, ce sont les conservateurs qui ont mené les efforts pour soutenir l'Ukraine.

Monsieur le président, j'espère que mes propos clarifient, pour les membres du Comité, le soutien des conservateurs à l'Ukraine. Je vous cède la parole.

Merci.

• (1140)

Le président: Merci. Il vous reste encore une minute et demie.

Monsieur Aboultaif, voulez-vous utiliser le temps qu'il reste?

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Merci, monsieur le président.

Votre Excellence, j'ai quelques questions à vous poser.

Les positions de la communauté internationale sur l'invasion russe de l'Ukraine ne sont pas toutes identiques. Croyez-vous que certaines de ces positions ont été influencées par des raisons économiques? Si vous pouviez nous donner un exemple, ce serait utile.

Merci.

Mme Natalka Cmoc: Oui, nous constatons que la désinformation a des effets réels dans les pays du Sud, par exemple le Brésil.

Un autre exemple est la récente élection en Slovaquie, où les Slovaques ont déclaré qu'ils ne fourniraient plus d'aide militaire, mais qu'ils continueraient à fournir de l'aide humanitaire. Ils avaient également affirmé qu'ils appuyaient l'accession de l'Ukraine à l'Union européenne.

M. Ziad Aboultaif: Merci.

Le Canada pourrait-il jouer un rôle différent, un rôle plus important, afin de changer ce discours ou cette position et favoriser un plus grand soutien à l'Ukraine de la part de plus de membres de la communauté internationale?

Mme Natalka Cmoc: D'après ce que j'ai vu, je pense que le fait d'avoir plus de relations diplomatiques avec le Sud fait bouger les choses. C'est ce que nous constatons dans les groupes de travail sur la formule de paix. Même si nous avons un solide groupe du G7 et de l'Europe ici, nous élargissons maintenant ce groupe pour inclure d'autres pays.

Pas plus tard que la semaine dernière, j'ai rencontré le nouvel ambassadeur de Turquie, avec qui la discussion s'est très bien passée. J'ai aussi rencontré l'ambassadeur brésilien. C'est donc dire que, ici sur le terrain, j'essaie aussi d'élargir la liste des personnes que je rencontre et avec lesquelles je discute. Je les encourage à participer aux divers groupes de travail, notamment pour mieux comprendre ce qu'ils pensent et quelles sont leurs préoccupations ou leurs hésitations.

M. Ziad Aboultaif: Merci.

La sécurité alimentaire et la sécurité énergétique...

Le président: J'ai bien peur que votre temps soit écoulé, monsieur Aboultaif.

Nous passons maintenant à M. Alghabra. Vous avez cinq minutes.

L'hon. Omar Alghabra (Mississauga-Centre, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Madame l'ambassadrice, je vous félicite de votre nouveau poste. Permettez-moi de vous exprimer ma gratitude, à vous et à vos collègues de l'ambassade en Ukraine, pour votre service public dans des circonstances difficiles. Je suis heureux de voir que vous êtes de retour et que vous pouvez fournir de l'information à notre comité.

J'aimerais revenir sur la question précédente au sujet des rapports provenant d'Europe et de l'affaiblissement apparent du soutien collectif. Pouvez-vous dire au Comité comment vous qualifieriez la détermination des Européens à soutenir l'Ukraine?

• (1145)

Mme Natalka Cmoc: Ce que je crois comprendre, c'est qu'il y aura le 8 novembre un rapport de la Commission européenne qui abordera les sept points concernant l'intégration européenne et certaines des réformes. D'après les conversations que j'ai avec l'ambassadrice européenne, tout semble indiquer que les choses vont bien. Elle a l'impression qu'il y a du progrès et que ce progrès se poursuivra dans le cadre de la coopération avec l'Ukraine.

Je pense qu'il y a un large appui, mais nous en saurons davantage après le 8 novembre.

L'hon. Omar Alghabra: Pour poursuivre dans la même veine, il y a un risque, dont on parle régulièrement, de lassitude face à la guerre qui fait rage en Ukraine. Compte tenu du fait que l'opinion publique prête attention à d'autres conflits internationaux et à d'autres enjeux nationaux, c'est un risque que le président Zelensky a souligné. C'est un risque dont le gouvernement du Canada doit être conscient et que nous, en tant que parlementaires, surtout au sein de ce comité, devons aborder.

Que nous conseillez-vous, en tant que parlementaires, en tant que membres de ce comité, pour faire face à ce risque? Pouvez-vous nous aider à souligner de nouveau pourquoi il est si important pour le Canada que l'Ukraine soit victorieuse?

Mme Natalka Cmoc: Dans l'ensemble, je crois qu'on s'entend pour dire que cette guerre est mondiale et qu'elle porte sur les principes que nous devons maintenir. Un fossé commence à se creuser entre le monde fondé sur des règles et celui qui ne l'est pas ou d'autres pays tels que les pays BRICS, comme on les appelle.

L'ordre fondé sur des règles est absolument essentiel. Nous avons parlé de sécurité alimentaire et énergétique. Ces enjeux affecteront le monde entier. Ils ne disparaîtront pas si l'Ukraine est vaincue. En fait, on a plutôt l'impression qu'ils prendront de l'ampleur en cas de défaite.

L'hon. Omar Alghabra: Votre Excellence, pourriez-vous également nous parler du rôle de la Russie dans la diffusion de désinformation — surtout en ligne, mais pas seulement — et des répercussions que cela a sur la perception des citoyens en Occident, y compris ici au Canada?

Que pourrions-nous faire à titre de députés pour relever ce défi, selon vous?

Mme Natalka Cmoc: La désinformation et la malinformation existent, et elles forment probablement la partie la plus dangereuse de la guerre. Il s'agit de prendre une vérité partielle et de la rendre floue, afin que le public ne sache plus si elle est vraie ou fausse. Il y a plusieurs exemples en la matière.

Il y a beaucoup à faire à ce sujet. Ce n'est pas mon domaine d'expertise, mais j'estime que nous devons agir à cet égard. AMC dispose d'un mécanisme de réponse rapide qui continue à surveiller et à rendre compte des tentatives de la Russie de manipuler les informations avant de les propager. Je crois que cela a été bien reçu au Canada. Nous travaillons en étroite coordination avec nos alliés et partenaires aux vues similaires pour contrer les campagnes d'influence malveillantes de la Russie.

L'hon. Omar Alghabra: Je crois que mon temps est presque écoulé, Votre Excellence.

J'ai une dernière question à vous poser. J'aimerais mettre l'accent sur un point que j'ai évoqué dans mes questions précédentes.

Quel conseil nous donneriez-vous, à nous, membres du Comité, alors que nous faisons tout en notre pouvoir pour rappeler aux Canadiens l'importance de cette bataille et la raison pour laquelle notre détermination est cruciale en ce moment?

Mme Nataalka Cmoc: Je vous exhorterais à continuer de soutenir les combats et la guerre en fournissant du matériel à l'armée et en organisant des formations militaires.

Je pense que c'est également le bon moment d'envisager d'investir en Ukraine, en particulier dans certains domaines qui pourraient très bien s'harmoniser avec des secteurs canadiens, comme celui de l'énergie, des infrastructures essentielles ou de l'énergie nucléaire. Le secteur ferroviaire suscite beaucoup d'intérêt et je pense qu'il s'harmoniserait très bien avec nos forces. Il a également été question du secteur des minéraux critiques.

• (1150)

Le président: Merci.

Nous allons maintenant passer à M. Bergeron pendant deux minutes et demie.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Merci, monsieur le président.

J'aimerais insister à nouveau sur l'importance pour le Canada de dépêcher ou d'envoyer éventuellement à Kiev une délégation de parlementaires. Je pense que « dépêcher » n'est pas le bon mot, dans la mesure où nous ne nous sommes pas trop dépêchés jusqu'à présent. Le Canada prétend être l'allié le plus proche de l'Ukraine. Pourtant, nous n'y avons toujours pas mis les pieds. Malgré les préoccupations de sécurité, des parlementaires d'à peu près tous les pays alliés s'y sont déjà rendus.

Excellence, j'aimerais revenir sur le fonctionnement de l'ambassade. Je sais que la demande est peut-être moins importante aujourd'hui, mais est-il prévu que nous reprenions l'analyse des demandes de visa à Kiev plutôt que de forcer les Ukrainiens à sortir de leur pays pour présenter des demandes de visa pour venir au Canada?

[Traduction]

Mme Nataalka Cmoc: Oui, les visas semblent demeurer un problème crucial. Le régime de visas opère toujours en dehors de l'Ukraine pour le moment, à Londres et en Pologne. On prévoit opérer ainsi jusqu'à ce qu'on puisse restituer une grande partie de l'infrastructure informatique nécessaire à la sécurisation des informations. Ce problème persiste en Ukraine à l'ambassade de Kiev.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Excellence, je comprends que l'objectif est de finir par reprendre la délivrance de visas à Kiev même. Est-ce exact?

[Traduction]

Mme Nataalka Cmoc: C'est exact. Il faut juste un certain temps pour rétablir les serveurs nécessaires pour pouvoir le faire, ce qui...

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Excusez-moi de vous interrompre, Excellence, mais vous allez pouvoir poursuivre votre idée, parce que je vais continuer dans la même veine. À quelle échéance peut-on espérer la reprise des analyses de demandes de visa à Kiev?

[Traduction]

Mme Nataalka Cmoc: D'après ce que j'ai cru comprendre, cela pourrait aller de quelques jours à quelques semaines. Cela ne devrait pas prendre des mois. On devrait être en mesure de redonner ce service graduellement à Kiev prochainement.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Excellence, vous savez que lors de...

[Traduction]

Le président: Merci. J'ai bien peur que votre temps ne soit écoulé.

Nous allons maintenant passer à Mme McPherson pendant les deux dernières minutes et demie.

Mme Heather McPherson: Merci, monsieur le président.

Je vous remercie à nouveau d'être des nôtres, Votre Excellence.

J'ai également une question sur l'ambassade.

Au début de cette guerre, on a entendu dire que la Russie allait envahir le territoire et que le personnel de l'ambassade ukrainienne serait livré à lui-même. Si je ne m'abuse, cela découle d'une décision prise par Stephen Harper en 2014 en Afghanistan. Cela dit, rien n'a changé dans les ambassades à cet égard depuis. Nous avons un devoir de diligence envers notre personnel qui n'est pas du Canada. Le personnel canadien a reçu l'ordre de ne pas dire au personnel ukrainien qu'il était en danger. C'est consternant.

A-t-on modifié cette approche afin de garantir la protection de notre personnel local dans les ambassades du monde entier, en particulier dans les pays en guerre?

Mme Nataalka Cmoc: Mon devoir de diligence s'applique à l'ensemble du personnel canadien — j'ai présentement un plafond de 25 personnes — ainsi qu'à l'ensemble du personnel recruté localement lorsqu'il est au travail. Rien n'a changé à cet égard.

Cela dit, nous nous transmettons des informations très ouvertement. Je rencontre le personnel mensuellement, et nous abordons très régulièrement un grand nombre de ces problèmes et de ces enjeux lors de nos réunions. Je fais preuve de la plus grande ouverture et transparence possible envers le personnel. Je lui dis ce que je peux et ne peux pas faire.

Je pense qu'il s'agit d'abord de veiller à ce que le personnel soit bien informé de la situation en Ukraine.

Mme Heather McPherson: J'aimerais simplement souligner que je suis consternée qu'il n'y ait pas un devoir de diligence envers l'ensemble du personnel de l'ambassade du Canada. J'aimerais assurément que cela change.

J'aimerais vous poser une dernière question pour obtenir un aperçu de la situation.

Nous savons que Prigojine a été tué. Quelles sont les répercussions de sa mort sur le groupe Wagner? En quoi modifie-t-elle les calculs sur le groupe Wagner?

• (1155)

Mme Nataalka Cmoc: D'après ce que j'ai cru comprendre, monsieur le président, le groupe Wagner demeure présent sur le terrain sous l'égide d'une nouvelle direction. D'autres groupes sont également présents. Ils font toujours partie des opérations sur le terrain, mais la situation n'affecte pas la guerre différemment ou moins qu'auparavant.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup.

Le président: Permettez-moi de vous remercier au nom du Comité, madame l'ambassadrice. Nous vous sommes très reconnaissants d'être venue. Nous avons hâte de vous revoir, en espérant que ce sera très bientôt.

Sur ce, je vais maintenant suspendre la séance pendant quatre à cinq minutes. Nous recevons de nouveaux témoins pendant notre deuxième heure. Nous reprendrons nos travaux dans quatre à cinq minutes.

Merci.

• (1155) _____ (Pause) _____

• (1200)

Le président: Rebienvenue à tous.

Nous allons poursuivre notre étude sur la situation à la frontière entre la Russie et l'Ukraine et les répercussions sur la paix et la sécurité.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à nos témoins.

Nous accueillons tout d'abord Matthew Hollingworth du Programme alimentaire mondial des Nations unies, qui a malheureusement eu quelques pépins la dernière fois. Nous lui sommes reconnaissants d'être de retour. M. Hollingworth est le représentant du Programme alimentaire mondial et le directeur de pays pour l'Ukraine.

Nous accueillons également Michael Harvey, qui est le directeur général de l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire.

Enfin, nous sommes heureux d'accueillir deux témoins de la Canadian Canola Growers Association. Nous recevons Dave Carey, qui est le vice-président des relations avec le gouvernement et l'industrie et Gayle McLaughlin, qui en est la gestionnaire.

Vous disposez de cinq minutes chacun pour vos remarques liminaires. J'ai cru comprendre que Mme McLaughlin et M. Carey allaient se partager les cinq minutes.

Voilà donc pour les remarques liminaires, après lesquelles nous passerons à la période de questions avec les députés. Si le temps des députés est sur le point d'être écoulé, je lèverai ce téléphone. Cela veut dire que je vous prie de conclure votre réponse dès que possible.

Nous allons commencer par M. Hollingworth.

Vous disposez de cinq minutes. La parole est à vous.

M. Matthew Hollingworth (représentant du programme alimentaire mondial et directeur de pays pour l'Ukraine, Programme alimentaire mondial des Nations Unies): Merci, monsieur le président.

Au nom du Programme alimentaire mondial des Nations unies en Ukraine, je suis honoré de comparaître devant le Comité aujourd'hui.

Comme vous le savez, l'invasion totale de l'Ukraine par la Fédération de Russie dure maintenant depuis plus de 20 mois. Chaque jour, nous sommes témoins d'énormes souffrances humaines et de bombardements aveugles de zones civiles et d'infrastructures essentielles, qui sèment la destruction et provoquent des vagues de déplacements dans le nord, le nord-est et l'est du pays.

Au cours du dernier mois, les conflits se sont intensifiés dans toutes les collectivités de la ligne de front dans le croissant oriental, de Kharkivska à Khersonska, ce qui complique la fourniture d'une aide humanitaire essentielle des plus urgentes. Dans le sud, les attaques contre les infrastructures portuaires et céréalières survenues après la conclusion de l'initiative de la mer Noire en juillet dernier ont créé des obstacles supplémentaires aux exportations agricoles de l'Ukraine.

En date de cette semaine, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a recensé 29 attaques d'infrastructures de ce type. Ces attaques ont visé des terminaux céréaliers, des entrepôts, des infrastructures portuaires, de l'équipement industriel et des bâtiments administratifs, ce qui est une violation directe de la résolution 2417 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui condamne l'utilisation de la faim comme arme de guerre. De plus, ces attaques ont eu de graves conséquences sur les moyens de subsistance des agriculteurs ukrainiens et de tous ceux qui sont impliqués dans les systèmes alimentaires du pays, dont beaucoup sont des femmes, aggravant ainsi les difficultés des collectivités rurales et causant des défis majeurs en matière de production alimentaire, mettant ainsi en péril le droit de mener une vie décente et d'avoir un niveau de vie adéquat.

Monsieur le président, en ce qui concerne l'impact de la guerre sur la sécurité alimentaire, j'ai trois préoccupations très importantes concernant la production et les systèmes alimentaires en Ukraine.

Tout d'abord, les vestiges de la guerre — les mines terrestres et les munitions non explosées — entravent gravement les activités agricoles dans les collectivités de la ligne de front. De nombreux agriculteurs se retrouvent donc dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins et de soutenir leurs collectivités. Il existe déjà une micro-crise alimentaire.

Je m'inquiète également à propos de la zone allant du nord-est au sud-est, qui est le croissant dans lequel se trouve la ligne de front. Cette zone était la zone de culture du blé de l'Ukraine. Ce pays a exporté pour 5 milliards de dollars de blé dans le monde en 2021, soit l'équivalent de près de 20 millions de tonnes. L'apport de l'Ukraine à la production alimentaire mondiale était incroyablement important. Désormais, ce croissant et d'innombrables pays dépendants des importations en provenance d'Ukraine subissent de plein fouet les répercussions de la guerre. Il s'agit d'une macro-crise alimentaire.

Comme je l'ai dit, les frappes ciblées de missiles sur les infrastructures alimentaires de ce pays vont très probablement se poursuivre tout au long de cet hiver et ont causé des dommages durables à la sécurité alimentaire nationale et mondiale.

Monsieur le président, le Programme alimentaire mondial est inébranlable dans son engagement envers la population ukrainienne, surtout à l'approche de l'hiver. Malgré les défis posés par le conflit en cours, nous nous sommes rapidement adaptés pour répondre à l'évolution des besoins. À ce jour, depuis le début de cette guerre, nous avons distribué l'équivalent de 2,3 milliards de repas à plus de 10 millions de personnes avec l'aide du Canada, et 85 % des personnes que nous aidons vivent dans la zone de la ligne de front.

Notre programme continue de compter sur le soutien généreux du Canada et d'autres membres de la communauté de donateurs qui travaillent avec nous aux côtés du gouvernement ukrainien et d'autres partenaires humanitaires qui fournissent une aide humanitaire et un soutien à des millions de familles ukrainiennes partout au pays.

Je vais m'arrêter ici puisque le temps file, monsieur le président, mais je serai heureux de répondre à vos questions sur les crises du système alimentaire sur le terrain et à l'échelle internationale liées à la guerre et sur les répercussions de l'invasion totale.

Merci, monsieur le président.

● (1205)

Le président: Merci, monsieur Hollingworth.

Nous allons maintenant passer à M. Harvey de l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire.

Bienvenue, monsieur Harvey. Vous disposez de cinq minutes.

[Français]

M. Michael Harvey (directeur général, Alliance canadienne du commerce agroalimentaire): Bonjour, et merci aux membres du Comité de m'avoir invité aujourd'hui.

L'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire, l'ACCA, est une coalition d'organismes nationaux qui milite en faveur d'un contexte commercial international plus libre et plus juste pour le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Parmi ses membres, l'ACCA compte des agriculteurs, des éleveurs, des fermiers, des transformateurs, des producteurs et des exportateurs provenant des principaux secteurs du commerce agroalimentaire tels que ceux du bœuf, du porc, des céréales, des oléagineux, du sucre, des légumineuses et du soya.

[Traduction]

L'ACCA représente 90 % des agriculteurs, producteurs, transformateurs et exportateurs agroalimentaires canadiens qui dépendent de l'accès aux marchés mondiaux. L'invasion illégale de la Russie en Ukraine a eu de terribles conséquences à l'international, tant sur les marchés agricoles que sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Tout ce que je connais de la guerre et de ses effets régionaux me vient des médias, alors je ne suis pas qualifié pour m'exprimer là-dessus.

Cela dit, j'aimerais souligner quelques points que la guerre a mis en évidence du point de vue des producteurs canadiens.

Tout d'abord, l'interruption de la libre circulation des produits agricoles entraîne une détérioration des résultats nutritionnels pour les pauvres du monde entier. Le commerce ne concerne pas seulement les agriculteurs et les personnes employées tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire; il contribue également à réduire l'insécurité alimentaire dans le monde, notamment en atténuant l'impact de chocs tels que l'invasion russe de l'Ukraine. Le commerce sert de passerelle pour acheminer les denrées alimentaires de l'endroit où elles sont cultivées à l'endroit où elles sont nécessaires. Ce faisant, le commerce favorise la sécurité alimentaire tout en créant des débouchés économiques pour les producteurs, les agriculteurs et les PME. Le commerce est également un facteur clé de l'utilisation durable et efficace des ressources mondiales limitées.

De plus, le conflit a considérablement ébranlé l'ordre mondial fondé sur des règles, créant une plus grande incertitude pour les producteurs canadiens. Cette situation est difficile pour les puissances moyennes comme le Canada, qui dépendent de cet ordre fondé sur des règles. L'ACCA estime que le Canada doit continuer à œuvrer au renforcement du système commercial multilatéral afin de maintenir les marchés ouverts autant que possible pour limiter les répercussions de chocs tels que l'invasion russe de l'Ukraine.

● (1210)

[Français]

Le dernier élément que je veux soulever est le fait que nous ne devrions pas répondre à l'incertitude mondiale en nous retranchant dans une coquille et en limitant nos relations économiques aux pays ayant les mêmes points de vue que nous. La meilleure façon d'atteindre la résilience économique du Canada est d'ouvrir les marchés, et non de les fermer. Ainsi, l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire soutient fortement les efforts du gouvernement du Canada pour percer les marchés en croissance de la région indo-pacifique, notamment par l'ouverture du bureau d'Agriculture et Agroalimentaire dans l'Indo-Pacifique à Manille.

C'est avec plaisir que je vais répondre aux questions des membres.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup, monsieur Harvey.

Nous allons maintenant passer à la Canadian Canola Growers Association.

Vous disposez de cinq minutes pour vos remarques liminaires.

Mme Gayle McLaughlin (gestionnaire, Relations avec le gouvernement et l'industrie, Canadian Canola Growers Association): Je vous remercie de nous donner l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui pour vous faire part de notre point de vue sur cette étude importante. Je vais partager mon temps de parole avec mon collègue, Dave Carey.

La CCGA représente 43 000 producteurs de canola canadiens sur des enjeux qui affectent le succès de leurs exploitations agricoles. Le Canada est le plus grand exportateur de canola au monde. Nous exportons 90 % de ce que nous cultivons sous forme de graines, d'huile ou de farine, qui était évalué à 14,4 milliards de dollars en 2022. Le commerce international est à la base de la contribution économique annuelle de 29,9 milliards de dollars du secteur du canola et de plus de 200 000 emplois au pays. Le canola et ses produits sont vendus dans 50 pays.

L'Ukraine est également un producteur et un exportateur majeur de graines oléagineuses à l'international, notamment de graines de tournesol et, dans une moindre mesure, de canola. Connue en Europe et dans la région de la mer Noire sous le nom de colza, la production ukrainienne est relativement modeste dans le grand ensemble des oléagineux. Elle exporte en moyenne trois millions de tonnes métriques, en grande partie à destination de l'Union européenne.

L'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie a créé une grande incertitude sur les marchés mondiaux des céréales et des oléagineux et a suscité de nombreuses inquiétudes quant à la sécurité alimentaire, à un moment où le monde était déjà ébranlé par la pandémie mondiale, les prix élevés des denrées alimentaires et des intrants et les perturbations généralisées de la chaîne d'approvisionnement. Le conflit a mis en évidence l'importance du commerce pour la sécurité alimentaire mondiale, de la capacité des chaînes d'approvisionnement de pivoter avec agilité entre les marchés en fonction de la demande, parfois du jour au lendemain et de manière inattendue, et enfin d'avoir de solides corridors commerciaux permettant d'acheminer les produits vers les marchés.

Le commerce permet de nourrir une personne sur six dans le monde. Il veille à ce que la nourriture et d'autres biens essentiels, tels que les engrais et les intrants agricoles, soient acheminés là où c'est nécessaire, en temps voulu et de façon fiable. Selon le rapport de l'Organisation mondiale du commerce intitulé *Un an de guerre en Ukraine*, « le commerce est un moyen essentiel d'adaptation aux crises ». Le commerce entre les pays affectés par la guerre est demeuré résilient; d'autres fournisseurs sont intervenus pour combler les lacunes. De plus, l'impact potentiel de la guerre sur la sécurité alimentaire a été atténué grâce à l'initiative sur les céréales de la mer Noire négociée par les Nations unies, à laquelle la Russie a cependant mis fin depuis. Cela dit, l'impact potentiel demeure. La sécurité alimentaire mondiale reste précaire. Il faut la surveiller de près.

Je cède maintenant la parole à M. Carey.

M. Dave Carey (vice-président, Relations avec le gouvernement et l'industrie, Canadian Canola Growers Association): La guerre fait ressortir l'importance de renforcer notre système commercial multilatéral pour qu'il demeure pertinent dans un monde de plus en plus imprévisible et qu'il contribue à l'élimination des obstacles au commerce. Par exemple, l'OMC est à la base de notre système commercial mondial; elle établit les règles d'engagement, des mécanismes pour assurer la transparence entre les États membres et une tribune pour veiller à ce que les corridors commerciaux demeurent ouverts.

Le secteur du canola compte sur ces règles claires et prévisibles, ainsi que sur celles prévues dans la série d'accords de libre-échange conclus par le Canada, pour gérer les risques et l'incertitude liés à la vente à l'étranger. Au cours des dernières années, nous avons assisté à un détachement alarmant du multilatéralisme et à une tendance préoccupante à l'adoption d'approches nationales, parfois protectionnistes. Les dirigeants mondiaux se réuniront en février pour la 13^e conférence ministérielle de l'OMC dans le but de poursuivre la réforme, de rétablir la fonction d'établissement en 2024 et d'obtenir des résultats significatifs pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et d'autres secteurs. Un résultat ambitieux enverrait le message à l'échelle mondiale que les membres de l'OMC sont déterminés à favoriser un commerce multilatéral fort et inclusif.

De nos jours, le secteur du canola fait face à toute une gamme de problèmes d'accès aux marchés qui limitent notre capacité de passer facilement d'un marché à l'autre. Les différences concernant les mesures sanitaires et phytosanitaires, les exigences en matière de salubrité des aliments et les approches à l'égard de l'agriculture moderne créent des obstacles importants lorsqu'on cherche à déplacer les flux commerciaux. En mettant davantage l'accent sur des approches qui favorisent le commerce et sur la reconnaissance des

normes internationales, on assurerait une circulation plus efficace des produits agricoles et alimentaires.

L'importance des marchés ouverts s'applique également aux intrants nécessaires à la production alimentaire. En mars 2022, le Canada a imposé une série de restrictions commerciales à la Russie, lui retirant le statut de nation la plus favorisée et imposant un tarif de 35 % sur les importations d'engrais. La Russie est un exportateur clé d'engrais, un élément essentiel à l'obtention de rendements végétaux et à une production durable. Les restrictions commerciales de plusieurs pays nuisent au transport des engrais à l'échelle mondiale, y compris vers l'Ontario et le Québec, et les droits de douane canadiens avaient augmenté les coûts pour les agriculteurs canadiens d'environ 34 millions de dollars en novembre 2022. Le Canada demeure le seul pays du G7 à maintenir un droit de douane sur les engrais russes.

En conclusion, j'aimerais souligner l'importance de corridors commerciaux canadiens solides.

Depuis l'invasion, le Canada a été témoin de grèves de la main-d'oeuvre qui ont eu une incidence sur le transport des céréales et des oléagineux dans nos ports de l'Ouest et de l'Est et qui ont nui à notre capacité d'approvisionner les marchés mondiaux. En plus de la capacité portuaire, le Canada a besoin d'un système de transport ferroviaire efficace et adapté pour fournir des céréales et des oléagineux à l'échelle mondiale de façon efficiente et concurrentielle. Pour les agriculteurs des Prairies, le grain parcourt en moyenne 1 500 kilomètres par chemin de fer pour se rendre au port. Les perturbations peuvent augmenter considérablement les coûts pour les agriculteurs, limiter les livraisons et nuire à la réputation du Canada en tant que fournisseur fiable.

Je vous remercie de l'invitation. Nous serons heureux de répondre à vos questions.

• (1215)

Le président: Merci, monsieur Carey.

Nous passons maintenant aux questions des députés.

Pour la première série, chaque intervenant disposera de cinq minutes. Nous allons commencer avec M. Epp. Allez-y.

M. Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins d'être avec nous aujourd'hui.

La guerre en Ukraine et l'invasion illégale ont interrompu le commerce alimentaire de même que le commerce énergétique, surtout en Europe. Le Comité examine la façon dont le Canada peut intervenir, mais le lien n'est peut-être pas évident, et comme l'a fait valoir M. Carey, pour avoir des aliments, il faut de l'engrais; et pour avoir de l'engrais, il faut du gaz naturel. La moitié de la production mondiale dépend de l'accès au gaz naturel et de sa conversion.

Ma première question s'adresse à M. Hollingworth.

Êtes-vous d'avis que l'accès au gaz naturel pour les engrais synthétiques est essentiel en vue de nourrir le monde de façon collective? Nous avons entendu d'autres témoignages sur ce sujet.

M. Matthew Hollingworth: Il est certain, monsieur le président, que la non-disponibilité des engrais dans le monde est à son pire niveau depuis avant la pandémie: nous savons que les indices de prix sont maintenant à 98 % au-dessus du niveau pré-pandémique pour les engrais, selon le FMI. Il est évident que sans accès aux engrais, les pays les plus pauvres et les plus vulnérables du monde qui en dépendent pour se procurer suffisamment de nourriture pour assurer une partie de leur durabilité sont les plus durement touchés.

Le FMI nous a appris que les coûts supplémentaires estimés des factures d'importation pour quelque 48 pays du monde les plus touchés par le choc alimentaire s'élèvent aujourd'hui à près de 9 milliards de dollars par rapport à la période précédant l'invasion de février 2022. Les conflits, les chocs économiques, les extrêmes climatiques et le prix élevé des engrais ont une incidence sur l'insécurité alimentaire mondiale, et nous savons qu'aujourd'hui, 345 millions de personnes dans 79 pays font face à une insécurité alimentaire aiguë, donc une crise des engrais...

M. Dave Epp: Je n'ai pas beaucoup de temps. Merci.

J'aimerais ajouter quelque chose. Je vais examiner la politique du Canada d'un point de vue plus canadien, compte tenu du changement de statut de l'Ukraine.

Le Canada a annoncé des cibles pour les émissions d'engrais. Dans ma propre ferme — et j'en ai déjà parlé au Comité —, nous avons utilisé plus de potasse biélorusse et d'urée russe sur nos fermes... Nous n'avons pas les infrastructures nécessaires en place au pays.

Pouvez-vous nous parler de notre politique sur les engrais et des appels du monde à produire plus d'aliments? Sommes-nous cohérents? Avez-vous constaté un changement de position de la part du Canada en vue de répondre aux appels, compte tenu de ce que nous pouvons faire en tant que pays?

J'aimerais d'abord entendre M. Carey, s'il vous plaît.

M. Dave Carey: Je vous remercie pour votre question.

Tout à fait. Pour le canola, par exemple, l'azote est le deuxième intrant en importance après l'humidité. Sans azote, nous ne pouvons pas cultiver de canola, et le canola est une huile de cuisson saine pour le cœur. On le trouve en quantités importantes dans les bio-carburants, entre autres, et dans la farine, particulièrement pour l'alimentation des animaux.

Le Canada n'a pas investi de façon significative dans ses infrastructures — depuis les années 1970, en fait —, qu'il s'agisse de l'électrification ou du fait, comme vous l'avez fait remarquer, que si vous êtes dans l'Est du Canada, l'essence que vous utilisez dans votre voiture provient probablement du Venezuela ou de l'Arabie saoudite et non de l'Alberta. C'est la même chose pour le gaz naturel et le propane, et pour les engrais.

Dans l'Ouest canadien, nos fermes sont principalement approvisionnées par la production locale, et d'énormes quantités de potasse proviennent de la Saskatchewan. Cependant, en raison de l'état de nos propres infrastructures, il est trop coûteux de transporter des produits de l'Ouest canadien vers l'Est du Canada. En effet, il est moins coûteux de faire venir de l'urée, de l'azote et d'autres produits de l'étranger, que ce soit du Maroc, du Bélarus ou de la Russie.

Il est certain que le Canada est un pays très privilégié sur le plan de la production, et nous devons acheminer nos produits à l'étranger; c'est un impératif économique.

• (1220)

M. Dave Epp: J'aimerais entendre M. Harvey sur le sujet.

Est-ce que la guerre nous enseigne quelque chose, monsieur Harvey?

M. Michael Harvey: Certainement. M. Carey nous a donné beaucoup d'information.

J'ajouterais simplement que, de façon générale, lorsque le Canada veut jouer un rôle important sur le plan mondial, c'est ce qui se passe chez nous qui nous empêche de le faire. Il est très important pour nous d'exporter nos aliments et nos ressources naturelles pour contribuer aux efforts de paix et de sécurité à l'échelle mondiale. Nous devons nous attaquer à ce qui nous retient et nous empêche d'assurer ce rôle à l'international.

M. Dave Epp: Merci.

Pour revenir au canola, l'Ukraine était un important exportateur de produits de tournesol. Dans quelle mesure le canola et le tournesol sont-ils interchangeable? Est-ce que l'invasion russe a une incidence sur l'industrie du canola et les exportations?

M. Dave Carey: Oui. En ce qui concerne nos exportations, nous n'avons pas remarqué d'énormes... Le Canada est le chef de file mondial dans ce domaine. Nous exportons environ 60 % du canola mondial.

Le tournesol fait certainement partie du complexe oléagineux. La production ukrainienne de tournesol est beaucoup moins importante que celle du Canada. L'Australie est notre principal concurrent.

Cependant, comme l'a fait valoir ma collègue, Mme McLaughlin, dans sa déclaration préliminaire, la préoccupation tient au fait qu'il est très difficile de faire la transition et d'effectuer des transferts rapides, car même en temps de crise, si nous n'avons pas les mesures sanitaires et phytosanitaires appropriées pour exporter un produit dans un pays, nous ne pouvons toujours pas le déplacer.

Cela témoigne de l'insécurité mondiale à laquelle nous devons faire face, et notre incapacité à nous positionner plus rapidement fait en sorte que les marchés qui ont besoin de nos produits s'en passent.

Le président: Merci.

Nous allons maintenant entendre Mme Damoff. Vous disposez de cinq minutes. Allez-y.

Mme Pam Damoff (Oakville-Nord—Burlington, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins d'être avec nous aujourd'hui.

J'aimerais parler du commerce avec l'Ukraine. Comme vous le savez probablement, un accord commercial modernisé entre le Canada et l'Ukraine passe actuellement par le processus de la Chambre.

Ma première question s'adresse aux représentants de la Canola Growers Association. Est-ce que vous exportez l'huile de canola ou le canola vers l'Ukraine?

Mme Gayle McLaughlin: Pas à notre connaissance, non.

Mme Pam Damoff: Dans quels pays exportez-vous vos produits?

Mme Gayle McLaughlin: Nous les exportons vers environ 50 marchés dans le monde, principalement vers les États-Unis, l'Union européenne — pour les biocarburants —, le Mexique et le Japon.

Mme Pam Damoff: Ma prochaine question s'adresse à tous les témoins. Est-ce qu'il y a des avantages à cet accord? Il élimine la majorité des droits ukrainiens sur les produits agroalimentaires.

Je vais commencer avec vous, mais j'aimerais entendre tous les témoins au sujet des avantages de l'accord sur le commerce entre nos pays.

M. Dave Carey: Oui. Nous appuyons l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Ukraine, même s'il s'agit de notre concurrent à l'international. Nous savons qu'il y a une imposante diaspora ukrainienne dans l'Ouest canadien. Bon nombre des agriculteurs y sont de descendance ukrainienne. Notre secteur n'en profitera pas directement, mais nous appuyons vivement l'Ukraine en tant que nation, et nous appuyons la modernisation de notre accord de libre-échange afin qu'il favorise le commerce fondé sur les règles.

Nous appuyons l'accord, mais il n'aura pas d'incidence sur notre secteur.

Mme Pam Damoff: Monsieur Harvey, voulez-vous répondre à la question?

M. Michael Harvey: C'est un peu la même chose pour nos membres, notamment les producteurs de canola. L'intérêt économique n'est pas très important, mais c'est plutôt une question de solidarité avec l'Ukraine. C'est ce que le Canada doit faire.

Mme Pam Damoff: Monsieur Hollingworth, voulez-vous ajouter quelque chose?

M. Matthew Hollingworth: Je pense qu'il est essentiel que l'Ukraine maintienne la demande du marché partout dans le monde, y compris au Canada, pour les produits qu'elle cultive.

L'Ukraine souffre parce que l'initiative pour la mer Noire a été interrompue par la Fédération de Russie en juillet. Elle souffre parce que ses chaînes d'approvisionnement ont toujours été conçues pour l'exportation vers d'autres pays par l'entremise de la mer Noire.

À l'heure actuelle, le prix de tous les produits en provenance de ce pays qui passent par les couloirs de la solidarité de l'Union européenne a augmenté. Ce qui peut être expédié par la mer Noire est plus concurrentiel, et le pays a désespérément besoin de ce marché parce que sans cela — le marché a été touché pendant cette guerre et continue de l'être —, les incitatifs ne suffiront pas à encourager les agriculteurs à maintenir leurs activités. Le problème ne se fera peut-être pas sentir cette année, mais il prendra de l'ampleur au cours des prochaines années, et cela réduira la disponibilité des récoltes sur le marché mondial. Comme nous l'avons entendu plus tôt, en cas de chocs ou de problèmes, et en l'absence des céréales ou des oléagineux ukrainiens sur le marché mondial, on perdra la résilience dont le monde a toujours besoin et dont il a besoin aujourd'hui.

• (1225)

Mme Pam Damoff: J'ai parlé à la propriétaire d'une entreprise de maïs soufflé appelée Comeback Snacks; le manque d'huile de tournesol lui a causé de graves problèmes, parce qu'elle l'utilise pour préparer ses produits. De plus, les agriculteurs américains sont passés du maïs au tournesol pour essayer de répondre à la demande

du marché pour l'huile de tournesol. Par conséquent, elle a de la difficulté à obtenir les deux produits et doit augmenter ses prix.

Est-ce que l'un d'entre vous peut nous parler de l'incidence de la situation sur l'inflation ici, au Canada?

Monsieur Carey, avez-vous quelque chose à dire?

M. Dave Carey: Oui, c'est peut-être... Je pense que l'année 2023 a probablement été la campagne agricole la plus coûteuse de l'histoire pour les agriculteurs canadiens. Le coût des intrants — que ce soit les engrais, les semences ou les produits de protection des cultures — n'a jamais été aussi élevé, alors les agriculteurs sont plus pénalisés que jamais. Selon un rapport récent, l'écart entre les revenus et les coûts à la ferme était d'environ 21 %; c'est le plus important écart depuis 1974.

Les agriculteurs sont résilients. La résilience des agriculteurs ukrainiens est incroyable — ils n'ont pas cessé de cultiver — étant donné la présence de mines terrestres dans les champs. Compte tenu de la détérioration de la situation et du retrait de la Russie de l'accord, il est difficile à croire que l'Ukraine a tout de même réussi à planter et à récolter des cultures.

Nous ressentons tous la pression mondiale sur le prix des produits de base. Il est aussi difficile pour les agriculteurs de modifier leurs cultures. Par exemple, de façon générale, les agriculteurs canadiens doivent déterminer ce mois-ci ce qu'ils cultiveront l'année prochaine, donc si quelque chose de catastrophique se produit l'année prochaine, il sera trop tard, puisqu'ils auront déjà acheté tous leurs intrants.

Mme Pam Damoff: Merci.

Je crois que je n'ai plus de temps.

Le président: En effet. Merci.

Nous allons maintenant entendre M. Bergeron.

Vous disposez de cinq minutes. Allez-y.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être des nôtres, aujourd'hui, pour éclairer notre réflexion au sujet de la situation qui se poursuit en Ukraine.

Ma première question s'adresserait aux témoins qui sont ici en personne.

Nous avons imposé un régime de sanctions qui, ultimement, est destiné à rendre les choses plus difficiles pour les Russes. Or, certaines mesures ont été mises en place et se sont révélées contre-productives. Je pense notamment à la taxe de 35 % sur les engrais, qui a eu pour effet de rendre sur les marchés internationaux les produits canadiens moins compétitifs que les produits russes. Le gouvernement canadien a reconnu ce fait. D'ailleurs, je précise que le Canada est le seul pays du G7 à avoir imposé une taxe de 35 % sur les engrais.

Dans son dernier budget, le gouvernement canadien a promis d'allouer 34,1 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2023-2024, pour aider les agriculteurs comptant le plus sur les importations d'engrais russes. D'abord, j'aimerais connaître votre opinion sur cette taxe, et ensuite savoir si vous avez commencé à voir la couleur de cet argent, à recevoir une compensation de la part du gouvernement fédéral.

[Traduction]

M. Dave Carey: Nous croyons comprendre qu'il y a un mécanisme en place pour rembourser les coûts, mais nous croyons aussi comprendre qu'aucun remboursement n'a été fait jusqu'à maintenant. Un engagement a été pris à cet égard.

Nous ne voulons certainement pas nous mêler de la façon dont le gouvernement aborde la diplomatie avec la Russie, mais il me semble contre-intuitif de taxer nos agriculteurs pour des engrais russes, dont une grande partie avait été achetée avant le début du conflit. Cela rend la production agricole de l'Ontario et du Québec, en particulier, beaucoup plus coûteuse. Les groupes d'agriculteurs de ces régions ont demandé que cet argent leur soit rendu directement. Le gouvernement fédéral a fait valoir qu'il n'y avait pas de mécanisme de remboursement direct, et que les agriculteurs devraient présenter une demande par l'entremise de certains programmes. La situation a fait perdre 34 ou 35 millions de dollars aux agriculteurs de l'Ontario et du Québec, mais le gouvernement n'a rien fait. Les agriculteurs ont dû acheter les engrais à perte.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Monsieur Harvey, souhaitez-vous ajouter quelque chose?

M. Michael Harvey: Non. Je n'ai rien à ajouter.

M. Stéphane Bergeron: Monsieur Hollingworth, nous savons que des pays comme la Hongrie, la Slovaquie et même la Pologne bloquent désormais l'accès aux céréales russes pour protéger leurs propres agriculteurs. C'est un peu, pour ainsi dire, la tempête parfaite: il n'est plus possible de sortir les grains à partir de la mer Noire pour approvisionner les pays en développement et il devient beaucoup plus difficile de sortir les grains par voie terrestre.

Quelles mesures sont envisagées pour permettre l'approvisionnement des pays en développement, sachant que 57 % des denrées alimentaires exportées par l'Ukraine sont destinées à ces derniers? Qu'est-il prévu pour tenter de corriger cette situation?

• (1230)

[Traduction]

M. Matthew Hollingworth: Comme je l'ai dit précédemment, les marchés pour la production alimentaire ukrainienne sont essentiels. Il est essentiel que nous trouvions des façons d'obtenir des denrées en provenance de l'Ukraine. Cette nourriture est produite par des agriculteurs extrêmement résilients à l'intention du monde en développement et de pays qui en dépendent et qui en ont besoin.

Les interdictions mises en place pour protéger les agriculteurs de cinq pays voisins de l'Ukraine visent à empêcher la circulation de produits bon marché en provenance d'un pays déchiré par la guerre. Ce sont ces pays qui ont pris ces décisions. Cependant, notre objectif est d'acheminer les denrées alimentaires ukrainiennes non pas vers ces pays, mais vers les pays du Sud qui en ont le plus besoin. Lorsque l'Initiative des Nations unies pour de la mer Noire a eu lieu, nous avons réussi à acheminer 725 000 tonnes de denrées alimentaires ukrainiennes vers les pays du Sud qui en avaient désespérément besoin, et tout cela sur une période d'à peine un an. Ce qui est très important, c'est que les denrées alimentaires ont pu se retrouver sur les marchés mondiaux. Elles ont abouti dans des pays situés bien au-delà des pays limitrophes.

Les couloirs mis en place dans le cadre du plan d'action de solidarité ont permis l'exportation de près de 60 millions de tonnes de céréales et d'autres produits non céréaliers, dont des oléagineux. Il

est toujours possible d'acheminer des denrées alimentaires de ce pays vers le reste du monde. Il est toujours possible d'utiliser les ports de la mer Noire en passant par des pays voisins comme la Roumanie. Même si les achats intérieurs des pays voisins ont été stoppés, il y a toujours des possibilités.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Merci.

[Traduction]

Le président: Merci.

Nous passons maintenant à la députée McPherson. Vous avez cinq minutes.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup.

Merci à tous les témoins de leur présence. C'est un enjeu important.

Monsieur Hollingworth, si vous le permettez, je vais commencer par vous.

Nous savons que le Canada a investi dans l'aide humanitaire à l'Ukraine. Une partie de cette aide concernait le soutien à la production et au stockage des denrées alimentaires.

Qu'est-ce que le Canada pourrait faire de plus en ce moment pour soutenir financièrement le secteur alimentaire?

M. Matthew Hollingworth: Plus tôt, lors de vos échanges avec Son Excellence l'ambassadrice, vous avez mentionné la question de l'action antimines en Ukraine. Le Canada a déjà œuvré dans ce domaine, comme il le fait maintenant. Comme je l'ai indiqué, une région importante de ce pays, du nord-est au sud-est, qui est le grenier à blé de la nation, et de nombreuses autres régions — dont le grenier à légumes de la nation — sont dangereusement handicapées en raison de la présence de munitions explosives non explosées, de mines, etc. On dit que la superficie du territoire touché par ces mines et munitions explosives non explosées est de 174 000 kilomètres carrés. De ce chiffre, 25 000 kilomètres carrés sont des terres qui pourraient servir à l'agriculture.

Il est nécessaire que tous les acteurs du monde qui ont une certaine expertise dans le domaine de la lutte antimines s'unissent pour soutenir les ménages ruraux producteurs, c'est-à-dire ces piliers de la production ukrainienne de légumes et de fruits. En fait, ces petits jardins familiaux sont responsables de la production de 85 % des légumes et de 83 % des fruits et des baies. Les babouchkas vendent leurs produits au bout du chemin qui les relie à la route. C'est extrêmement important pour la sécurité alimentaire du pays. Avant l'invasion de 2022, l'immense ceinture de blé du pays produisait à elle seule plus de cinq milliards de dollars de blé.

C'est sur ces régions que nous devons nous concentrer. Nous devons nous concentrer sur les enquêtes non techniques. Nous devons nous concentrer sur la condamnation des terres présumées contaminées. Nous devons aider les agriculteurs à reprendre leurs activités dans ces régions, en particulier dans celles qui ont été, pour ainsi dire, libérées. Si les gens n'ont plus de raison de rester sur des terres qui ne peuvent plus leur permettre de gagner leur vie ou d'avoir un moyen de subsistance, pourquoi se battraient-ils pour les libérer?

C'est un élément fondamental que le Canada doit soutenir.

• (1235)

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup.

Est-ce que quelqu'un souhaite invoquer le Règlement?

M. Stéphane Bergeron: Oui.

Le président: Allez-y, monsieur Bergeron.

Mme Heather McPherson: Je vais mettre mon temps de parole sur pause.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Monsieur le président, il semble y avoir des problèmes d'interprétation.

[Traduction]

Le président: Oui. On vient de m'en informer, juste avant votre intervention.

Monsieur Hollingworth, je crois que nous sommes aux prises avec les mêmes difficultés que tout à l'heure, et les interprètes nous ont fait savoir que nous n'arrivons plus à vous entendre. Bien sûr, si les membres vous posent des questions, n'hésitez pas à nous transmettre vos réponses par écrit.

Encore une fois, nous vous présentons nos excuses pour ces problèmes de connexion, problèmes que nous avons aussi eus la dernière fois.

M. Matthew Hollingworth: Merci, monsieur le président.

Le président: Nous sommes terriblement désolés, monsieur Hollingworth.

Vos quelques minutes vous seront rendues, madame McPherson.

Je tiens également à informer tout le monde qu'il se peut qu'on nous appelle pour le vote. J'ai eu l'occasion de parler à tout le monde, et tout le monde semble d'accord pour terminer la séance environ 10 minutes plus tôt. Je tenais à en informer tout le monde.

Madame McPherson, il vous reste deux minutes.

Mme Heather McPherson: Merci, monsieur le président.

Monsieur Hollingworth, je vais poursuivre mes questions à votre intention. Je sais que vous n'êtes pas en mesure de répondre. J'en suis désolée. Votre point de vue m'intéresse énormément et j'aimerais beaucoup que vous nous écriviez.

Voici ma prochaine question: sachant que le Canada peut et doit contribuer à la reconstruction et à l'aide humanitaire en Ukraine, je crains que si cet argent provient du budget de l'Aide publique au développement plutôt que d'un fonds distinct — comme nous l'avons fait, par exemple, pour la Syrie —, cela vienne piocher dans les contributions que nous devons faire pour le développement à l'échelle internationale. J'ai de sérieuses réserves à l'idée de voir toutes les ressources consacrées à l'Ukraine — à un moment où nous devons absolument la soutenir, certes —, alors que nous ne pouvons pas ignorer qu'il y a d'autres problèmes dans le monde.

J'aimerais connaître votre opinion en la matière.

La dernière question sur laquelle j'aimerais avoir votre point de vue est la suivante: vous avez parlé de la faim comme arme de guerre et de la façon dont la Russie utilise cette arme pour cibler les infrastructures alimentaires existantes. Nous savons que le conflit au Moyen-Orient a eu pour conséquence d'empêcher la population de Gaza de se procurer de la nourriture. En fait, la directrice du Programme alimentaire mondial a récemment déclaré: « En ce moment, les parents de Gaza ne savent pas s'ils pourront nourrir leurs

enfants dans la journée ni s'ils pourront survivre jusqu'au lendemain. »

J'aimerais avoir votre avis sur l'utilisation de la faim comme arme de guerre et savoir si vous pensez que c'est ce qui se passe actuellement à Gaza.

Enfin, en ce qui concerne le conflit au Moyen-Orient, nous savons que le Liban était l'un des pays qui avaient besoin des ressources et de la nourriture en provenance de l'Ukraine. Nous avons vu très vite que la population libanaise était en difficulté. Étant donné que ce conflit pourrait potentiellement s'étendre au Liban, quels sont les risques et que pouvons-nous faire pour les atténuer de quelque façon que ce soit?

Je crains fort que la population du Liban ait à composer avec le double impact d'un conflit qui s'étend à sa région et d'une insécurité alimentaire qui risque de s'aggraver considérablement.

Je vous remercie.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant au deuxième tour, au cours duquel chacun disposera de trois minutes pour poser ses questions.

Nous allons commencer par M. Aboultaif.

M. Ziad Aboultaif: Merci.

J'aimerais également que M. Hollingworth m'envoie une réponse. J'ai une question à poser au groupe, juste pour gagner du temps.

On dit que la politique peut parfois accomplir plus de choses que l'argent. C'est ce que nous constatons dans les crises auxquelles nous sommes confrontés, en particulier dans le cas de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Si nous regardons les politiques et les résultats qu'elles ont engendrés jusqu'à présent, il faudrait probablement réfléchir à ce que nous aurions pu faire pour obtenir de meilleurs résultats dans la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Monsieur Hollingworth, pourriez-vous répondre à cette question par courriel. Je pose la même question au groupe de témoins ici présent. M. Carey ou M. Harvey pourront peut-être y répondre. S'ils souhaitent s'exprimer à ce sujet, ce serait formidable.

Merci.

M. Dave Carey: C'est bien dit. Il est vrai que la politique permet souvent d'atteindre de meilleurs résultats que l'argent. Les problèmes de notre pays semblent parfois ridicules par rapport à ceux dont nous entendons parler aujourd'hui au Moyen-Orient.

Le Canada doit faire un certain nombre de choses. Il doit notamment moderniser son infrastructure, afin de pouvoir acheminer ses marchandises de l'endroit où elles sont produites à l'endroit d'exportation et jusqu'au marché. Nous ne pouvons pas avoir de grèves au port de Vancouver et à la Voie maritime du Saint-Laurent si nous avons un impératif économique et moral de transporter un excédent de produits agricoles et agroalimentaires vers des pays qui ont un déficit. Ces produits doivent être exportés.

Nous devons faire en sorte que le Canada soit perçu comme un pays où les entreprises souhaitent investir et commercialiser leurs produits innovants. L'agriculture dépend de l'innovation, tout comme les télécommunications, les technologies de l'information, etc. Nous devons réduire la bureaucratie réglementaire, afin que les entreprises envisagent de commercialiser leurs produits au Canada et qu'elles comprennent le retour sur investissement, la recherche et le développement, ainsi que la charge réglementaire.

Nous devons nous assurer que nos agriculteurs disposent des outils dont ils ont besoin pour produire des produits agricoles. Nous plantons environ 150 millions d'acres de grandes cultures chaque année au Canada. Nous avons un impératif économique et moral d'acheminer ces produits vers le monde entier.

Tous les secteurs doivent collaborer. Nous ne pouvons pas travailler en silos. Nous ne pouvons pas avoir un secteur qui étudie des façons de réduire l'azote et un autre qui parle d'un examen des services ferroviaires. Tous les acteurs de notre pays ne sont pas sur la même longueur d'onde.

Nous avons la capacité nécessaire. La province de la Saskatchewan produit à elle seule suffisamment de nourriture à chaque récolte pour nourrir le Canada pendant un an. Je pense que cela en dit long sur notre capacité. L'agriculture est l'un des secteurs dont nous sommes loin d'avoir exploité le potentiel pour répondre à notre impératif économique et moral d'acheminer les produits des pays excédentaires vers les pays déficitaires.

• (1240)

M. Michael Harvey: Dans mon domaine d'expertise, j'estime que le Canada doit investir beaucoup d'efforts dans le renforcement de l'ordre mondial fondé sur des règles. Cela vaut aussi bien pour le commerce, que pour la paix et la sécurité.

Je pense que nous vivons une période d'incertitude croissante relativement à l'ordre fondé sur des règles. On a dit que la jungle repoussait. Le Canada doit faire de gros efforts sur ce point.

M. Ziad Aboultaif: En ce qui concerne la sécurité alimentaire et la sécurité énergétique, pensez-vous que la main droite sait ce que fait la main gauche en matière de politique et dans l'approche globale des crises auxquelles nous sommes confrontés?

M. Michael Harvey: C'est un commentaire général, mais très souvent, le Canada commet des erreurs qui l'empêchent de jouer un rôle important à l'étranger.

Le président: Merci.

Nous passons maintenant au député Alghabra. Vous avez trois minutes.

L'hon. Omar Alghabra: Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins d'être parmi nous.

Monsieur Hollingworth, n'hésitez pas à répondre par écrit à ma question.

Nous étudions actuellement la question de l'insécurité alimentaire due à la guerre en cours en Ukraine, mais nous parlons assurément de politiques publiques, d'autres enjeux dont le gouvernement fédéral doit être conscient et de la façon dont nous pouvons contribuer à atténuer ces problèmes.

Pour faire suite à la question précédente, pouvez-vous quantifier le risque que représente le changement climatique pour l'insécurité alimentaire? Selon vous, quels types de politiques le gouvernement

fédéral doit-il préconiser au niveau national et international pour répondre à ce problème?

M. Dave Carey: C'est une bonne question, et c'est aussi une question très large.

Je pense qu'il y a des compromis à faire dans toute politique de ce type. Nous savons que le Canada produit environ 1 % des émissions mondiales et que l'agriculture génère environ 10 % des émissions du Canada. Cependant, nos producteurs ne fabriquent pas des gadgets: ils produisent des denrées alimentaires, des aliments pour animaux et du carburant.

Il est certain que les agriculteurs sont en première ligne face au changement climatique. J'estime que nous devons notamment envisager l'agriculture comme un fournisseur de solutions climatiques. Le colza, par exemple, est la meilleure grande culture pour la séquestration du carbone, car ses racines s'enfoncent profondément dans la terre et parce qu'il est cultivé sur 20 millions d'acres.

Nous pourrions faire beaucoup de choses en tant que pays pour envisager ce que l'on appelle une « intensification durable », monsieur le président: produire plus de nourriture sur la même superficie de terre en utilisant moins d'intrants.

Le changement climatique est une réalité. Les agriculteurs le ressentent: ils récoltent dans des conditions très humides. Cependant, il faut faire des compromis, car ils produisent de la nourriture.

L'hon. Omar Alghabra: Je tiens à clarifier ma question. Je n'es- saie pas de jouer à des jeux politiques quant à votre position et au débat actuel au niveau national. Quel risque le changement climatique fait-il peser sur la sécurité alimentaire dans notre pays et dans le monde?

M. Dave Carey: Ce risque est très élevé, c'est certain.

L'hon. Omar Alghabra: Cet enjeu nécessite une action urgente de la part du monde entier. Que peut faire le Canada pour jouer un rôle de chef de file au niveau national ou international et pour assumer ce rôle?

M. Dave Carey: Au niveau national, le Canada peut veiller à ce que son système réglementaire permette, par exemple, l'entrée rapide sur le marché de variétés de plantes issues de l'édition générique, car elles nécessitent beaucoup moins d'intrants, qu'il s'agisse d'eau ou d'efflorescences thermiques. Nous pouvons adopter une approche globale, mais nous devons améliorer notre approche des plantes présentant des caractéristiques nouvelles pour que les agriculteurs aient accès à des variétés plus résistantes et qui puissent pousser à des températures différentes.

Je peux vous en parler, car cela relève de notre domaine: veiller à ce que nos agriculteurs aient accès à des produits capables de résister au changement climatique. Pour ce faire, notre système réglementaire doit être souple et agile, etc.

• (1245)

Le président: Merci.

Nous passons maintenant à M. Bergeron. Vous avez une minute et demie.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Merci, monsieur le président.

Monsieur Hollingworth, je ne sais pas si le son s'est amélioré depuis ma dernière intervention, on pourra en faire l'essai.

Dans votre réponse à ma question précédente, vous sembliez dire que vous parveniez malgré tout à faire en sorte que les grains sortent de l'Ukraine. Or, selon votre organisation, plus de 345 millions de personnes feraient face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire en 2023, et au moins 129 000 personnes pourraient connaître la famine au Burkina Faso, au Mali, en Somalie et au Soudan du Sud.

N'est-ce pas signe que ce n'est pas suffisant? Ce qui a réussi à sortir malgré tout par la mer Noire ou par les pays voisins ne parvient toujours pas à répondre aux besoins alimentaires à l'échelle mondiale.

[Traduction]

Le président: Monsieur Hollingworth, nous espérons que vous avez pu entendre M. Bergeron. Si vous pouviez répondre par courriel, nous vous en serions très reconnaissants.

Pour la dernière minute et demie, nous passons à Mme McPherson.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup.

Encore une fois, merci à tous d'être présents.

Monsieur Hollingworth, c'est à vous que je vais adresser mes commentaires. Je sais que vous ne pouvez pas répondre, alors je vais vous donner un peu plus de travail, je le crains. Malheureusement, certaines des questions que j'avais préparées étaient pour vous.

Dans votre témoignage, vous avez parlé du fait que la plupart des petites exploitations agricoles en Ukraine ont une incidence disproportionnée sur les femmes et les filles. Ce fait revêt évidemment une importance clé pour nous en tant que pays ayant une politique d'aide internationale et une politique étrangère féministes. Pourriez-vous nous parler de l'impact sur les femmes et de la raison pour la-

quelle nous devrions y penser lorsque nous réfléchissons à nos engagements en matière de sécurité alimentaire?

Je voulais aussi parler de l'indexation des prix des aliments avec notre aide au développement. Nous savons que le Canada a été l'une des premières parties à ratifier la Convention relative à l'assistance alimentaire. Le Canada s'est engagé à fournir un minimum de 250 millions de dollars par an en aide alimentaire, et a promis d'aider à accroître l'efficacité de l'acheminement de la nourriture. Nous avons entendu M. Hagerman, de la Banque canadienne de grains, qui nous a parlé de l'importance d'accroître l'engagement dans ce domaine. Il serait formidable que vous puissiez nous dire si le Canada devrait indexer ses prix alimentaires et si nous devrions accroître cet engagement.

Merci.

Monsieur le président, c'est tout ce que j'avais à dire.

Le président: Merci beaucoup, madame McPherson.

Nous allons lever la séance dans une minute environ, il est maintenant 12 h 49.

À ce stade, j'aimerais remercier M. Harvey, M. Carey et Mme McLaughlin d'avoir participé en personne.

Monsieur Hollingworth, je vous remercie de vous être joint à nous virtuellement. Encore une fois, je suis terriblement désolé des difficultés que vous avez rencontrées. Je crois savoir que vous êtes dans le même bureau que lorsque vous vous êtes joint à nous la semaine dernière. Ces problèmes étaient donc peut-être prévisibles. Quoi qu'il en soit, je vous remercie pour vos conseils et votre contribution. Dès que ce rapport sera prêt, nous ne manquerons pas de vous en envoyer une copie. Merci.

Si tout le monde est d'accord, nous allons lever la séance.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>